

Monsieur LETERME,

Le 20 octobre dernier, nous vous demandions, ainsi qu'à MM. VANDEURZEN et COLLARD, les critères que le Gouvernement a utilisés pour reconnaître l'Islam en tant que religion. Nous craignons que vos silences en disent long...

De manière providentielle, un communiqué de l'association sans but lucratif « LA PENSEE ET LES HOMMES » du 19 juillet 2003 nous apprend que les promoteurs de cette loi avaient clairement l'intention de favoriser l'émergence « d'un islam belge », soustrait de toutes influences étrangères. On espérait un islam concilié avec la modernité, la démocratie et les droits de l'homme...

Ce communiqué précise également que, à l'instar de certaines autres élections, des candidats proches de la mouvance fondamentaliste des frères musulmans ont été conduits au pouvoir, et que trente ans après le vote de la loi du 19 juillet 1974, nous sommes bien loin de voir émerger un « islam belge libéral et humaniste ».

Aucun autre Etat membre de l'Union européenne ne semble être à même de pouvoir prétendre avoir mieux réussi que la Belgique.

Ainsi l'impensable est vrai ! On a reconnu, par pure idéologie, une religion qui ne peut accepter nos lois, ou pire, s'y oppose.

Mais ce qui gêne plus particulièrement, c'est de voir des hommes et femmes politiques qui nous parlent, aujourd'hui encore, d'intégration, et qui ne font rien pour arrêter cette situation !

S'agit-il bien de *servir le bien commun* ?